

Débloquer l'IA dans l'intérêt de tous : le point de vue des pays du Sud

Par Kate Kallot

Fondatrice et PDG, Amini⁶

Sur le fond, l'IA inclusive n'est pas qu'un concept technique ; c'est la vision d'un avenir dans lequel l'IA est au service de tous, et pas seulement de quelques privilégiés. Le marché de l'IA explose en valeur : il devrait passer de 400 milliards de dollars EU aujourd'hui à 1 810 milliards de dollars EU d'ici à 2030. Il offre aux entrepreneurs et aux innovateurs une occasion extraordinaire d'élaborer des solutions d'IA adaptées à leurs situations locales et à leurs besoins spécifiques. Toutefois, la réalisation de ce potentiel nécessite des politiques commerciales volontaires pour réglementer les flux transfrontières de données, garantir un accès équitable à l'infrastructure essentielle de l'IA et faire face à la montée du protectionnisme numérique.

L'IA repose fondamentalement sur les données, dont la disponibilité a explosé dans les pays du Nord tout au long des années 2010. Ce carburant essentiel au développement de l'IA est toutefois resté inaccessible dans les pays du Sud, en raison de l'insuffisance des infrastructures de données. Malgré cela, la reconnaissance croissante de l'importance des données a incité les gouvernements à élaborer un ensemble disparate de textes législatifs sur la protection des données et de politiques en matière d'intelligence artificielle. La fragmentation de ce paysage crée des obstacles aux flux transfrontières de données, or les données sont une ressource déjà limitée dans les pays du Sud. Les jeunes entreprises doivent évoluer dans des labyrinthes réglementaires complexes et coûteux, caractérisés par les procédures lourdes et les ressources limitées des organismes de réglementation, ce qui freine considérablement l'évolutivité et l'impact des solutions d'IA.

Le défi est d'autant plus grand que les exigences en matière de localisation des données imposent le traitement et le stockage des données au niveau national. Le continent africain disposant de moins de 2% de l'offre mondiale de centres de données, la localisation des données globales pourrait le priver de la révolution de l'IA avant même qu'elle ne commence.

Ce défi recèle pourtant des possibilités. Des politiques numériques visant à garantir que les modèles d'IA sont adaptés aux contextes nationaux peuvent bénéficier aux économies émergentes, sous réserve qu'elles soient mises en œuvre de manière stratégique. En investissant dans une infrastructure de données qui rend accessibles des ensembles de données essentiels et non sensibles, allant de l'agriculture à la démographie, les gouvernements peuvent libérer le potentiel inexploité de l'innovation appliquée en matière d'IA. Nos populations jeunes, nées dans le monde numérique, sont bien placées pour élaborer des solutions qui répondent aux défis locaux, qu'il s'agisse de la transparence de la chaîne d'approvisionnement ou de l'inclusion financière. Non seulement cela permet

de créer une valeur économique locale importante et d'améliorer l'accès au marché, mais cela bénéficie aussi à l'économie mondiale grâce à un commerce plus efficace, plus transparent et plus équitable. Aujourd'hui, la mise en place des infrastructures essentielles pour un pays englobe les infrastructures de données, pas seulement les routes et les hôpitaux.

Les approches régionales qui tirent parti des ressources partagées offrent d'autres possibilités. Plutôt que des politiques nationales isolées, nous avons besoin d'un consensus régional sur notre avenir commun. Les initiatives telles que le Cadre stratégique de l'Union africaine en matière de données et le Fonds africain pour l'IA de 60 milliards de dollars EU annoncé à Kigali (Rwanda) en avril 2025 sont prometteuses, mais nous devons aller plus loin en mettant en commun les ressources clés au niveau régional, afin non seulement de protéger, mais aussi d'accélérer le développement de l'IA.

L'établissement de cadres régionaux qui soutiennent les données ouvertes, l'informatique distribuée (mise en relation de plusieurs ordinateurs pour résoudre des problèmes complexes) et le développement de talents permet de participer pleinement à la révolution de l'IA et de dépasser les obstacles liés à la peur qui empêchent la création active. Nous pouvons passer du statut de simples consommateurs de technologie à celui de contributeurs et de créateurs à l'échelle mondiale.

Les gouvernements qui cherchent à donner du pouvoir aux innovateurs locaux devraient mettre l'accent sur la création d'environnements favorables, par le biais de changements politiques modestes mais essentiels. Des droits d'importation raisonnables sur le matériel d'IA afin de réduire les coûts d'infrastructure, la rationalisation de l'enregistrement des brevets et la stabilité réglementaire permettront aux entrepreneurs d'investir dans la recherche et les talents au niveau national, tout en accédant aux marchés mondiaux.

Pour parvenir à une IA inclusive, il faut des politiques commerciales concertées qui concilient protection et ouverture. En facilitant les flux de données sécurisés, en garantissant un accès abordable au matériel et en exploitant stratégiquement la souveraineté numérique, les nations peuvent construire un écosystème mondial d'IA équitable.

Le véritable potentiel de l'IA ne se réalise pas dans l'isolement, mais dans l'interconnexion, qui préserve l'action locale tout en permettant une participation mondiale.

Avertissement

Les articles d'opinion relèvent de la seule responsabilité de leurs auteurs. Ils ne reflètent pas nécessairement les opinions ou les vues des Membres ou du Secrétariat de l'OMC.